

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1876

Artikel: Le capital financier et sa circulation : deux causes oubliées de la crise économique
Autor: Cranach, Mario von
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009846>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

transmission des noms des clients américains d'UBS, un arrêt du Tribunal administratif fédéral a exigé l'approbation du Parlement. Ce dernier, tout

comme le Conseil fédéral, a jugé qu'il s'agissait là d'un acte de portée concrète, n'engendrant pas de règles générales et abstraites, donc non susceptible

d'être contesté par référendum, conformément à l'art. 141 lit. d¹⁷ Cst.

Le capital financier et sa circulation: deux causes oubliées de la crise économique

Mario von Cranach • 12 juillet 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14633>



Attention aux excès de vitesse qui vont précipiter les économies de crise en crise: il est temps de tirer la sonnette d'alarme et d'ouvrir le débat

Dans une adaptation DP de l'allemand, nous publions un texte de Mario von Cranach, professeur émérite de l'Université de Berne et vice-président de l'association Kontrapunkt², dont il est membre du Conseil pour la politique économique et sociale. Il a coédité l'an dernier un dossier Lernen aus der Krise – Auf dem Weg zu einer Verfassung des Kapitalismus (DP 1851³).

Le problème

Le débat sur les causes de la crise économique mondiale et les stratégies pour en éviter la répétition néglige deux facteurs: l'*accumulation du capital* (de la fortune si l'on préfère) et le *volume des transactions* sur les marchés financiers, qui

représentent un multiple des prestations de l'économie réelle. Cette bulle est la cause profonde de la crise économique mondiale. Laquelle ne s'explique donc pas seulement par les facteurs évoqués jusqu'ici, tels les inégalités entre les économies nationales et l'important endettement qui en a résulté pour certains pays, la politique américaine des bas taux d'intérêt ainsi que les crédits trop facilement accordés par les banques.

Le fondement : le «principe du profit» du capitalisme

Le développement excessif des fortunes résulte du *principe du profit*, inhérent au système capitaliste: par l'investissement dans les processus économiques, le capital se doit de continuellement augmenter; d'où la «*croissance*» de l'économie. En effet, sans perspective de gain, pas d'investissement. Mais comme l'économie réelle a de son côté besoin du capital pour son financement, elle est effectivement condamnée à la croissance.

L'injection de capital se fait la plupart du temps sous forme de crédits. Du coup, l'accroissement du capital s'accompagne d'une

augmentation de l'endettement, des entreprises comme des collectivités. Cette dynamique tient notamment au mécanisme de l'intérêt composé: le capital s'accroît de manière exponentielle, à un rythme d'abord modéré, puis effréné.

Les faits

Au cours des dernières décennies, les pays développés ont connu une croissance explosive que les crises économiques ont à peine affectée. Ainsi dans la seule année 2009, en pleine période de crise, la fortune privée allemande a augmenté de 200 milliards d'euros; et les avoirs des clients des banques privées suisses se sont accrus de 25 à 30%. *Le volume du patrimoine financier des seules personnes privées représente un multiple de la valeur des richesses créées par l'économie réelle.* En Allemagne, ce patrimoine équivalait au produit intérieur brut en 1975; en 2000, il en représentait le triple, en 2006 plus du septuple. Actuellement, il devrait ascender à 12, voire 15 fois le PIB, estime la *Bundesbank* allemande. Selon l'historien de l'économie Niall Ferguson, en 2006, la valeur boursière des actions dépassait de 10% celle des prestations de

l'économie réelle, tandis que la somme des dettes nationales et internationales la dépassait de 50%. Quant aux produits dérivés, ils égalaient 10 (dix!) fois la valeur de l'économie réelle. Les titres déposés par les clients des banques suisses se montent actuellement à 4'238 milliards de francs. En Allemagne, la fortune financière atteint la somme inimaginable de 4,64 billions d'euros (un billion = mille milliards). Montants à mettre en relation avec la somme des dettes publiques de tous les Etats de l'Union européenne, que la Commission estime à environ 11 milliards d'euros – une paille en comparaison.

La croissance accélérée du capital financier profite avant tout aux toutes grandes fortunes, accumulées par les privés et les investisseurs institutionnels. Les coûts liés à la croissance du capital sont mis à la charge des consommateurs, qui les paient par le biais des intérêts de la dette inclus dans les prix finals.

Deuxième facteur explicatif des bulles financières: le volume élevé des transactions. Le capital financier recherche constamment des possibilités de valorisation sur les marchés. La vitesse atteinte par les opérations faites par les moyens électroniques actuels permet des échanges fréquents et multiples en temps réel. *«En 2007, le volume des transactions financières fut 73,5 fois plus élevé que le PIB mondial quotidien. Depuis 1950, ce volume a crû cinq fois plus rapidement que l'économie mondiale»* (Institut autrichien

pour la recherche économique).

Les conséquences

Depuis la suppression de la couverture-or, les monnaies sont tributaires de la santé économique de leur pays – d'émission ou d'utilisation – ainsi que de la confiance des acteurs économiques. Dès que le capital financier représente un multiple du PIB, l'économie réelle de référence devient une base fragile. Et, en cas de crise, la confiance devient aussi volatile que le brouillard. En clair, nos monnaies planent.

De plus, l'immense masse d'argent en circulation cherche des possibilités de placement. Cette demande entraîne des augmentations de prix irréalistes, pratiqués par exemple pour les hypothèques et les actions, et suscite tant la spéculation sur les matières premières que la création de *«produits financiers»* fantaisistes.

Finalement, l'économie réelle se trouve déstabilisée par cette imposante montagne de dettes qui provoque des réactions en chaînes et l'effondrement soudain d'économies nationales ou sectorielles entières.

Mesures de prévention

Pour empêcher le développement de cette bulle financière, il faudrait stopper l'accumulation continue de fortunes énormes et limiter la vitesse des transactions. Toutes les mesures envisageables à cet effet porteraient atteinte aux droits de propriété et à la liberté

économique. Mais *si notre diagnostic est correct, à savoir que le capitalisme est menacé dans son existence même par son propre succès, alors ces réformes sont indispensables.*

Développements futurs

Tôt ou tard, le capital sera disponible en surabondance. La limitation du crédit bancaire ne suffira pas à resserrer suffisamment le volume des avoirs. La pression des investisseurs cherchera de nouveaux débouchés, ce qui provoquera des hausses de prix sur les marchés des matières premières, de l'énergie et des actions – ainsi que des terres agricoles qui intéressent tellement aujourd'hui, d'ores et déjà à l'échelle du globe. Bientôt éclateront des bulles encore plus importantes alors que les Etats, fortement endettés, apparaissent non armés pour affronter une nouvelle crise.

Le grand tabou

Pour réfuter cette analyse, il faudrait contester les réalités que représentent la croissance continue du capital et le volume excessif des transactions sur les marchés financiers. A défaut, il s'agirait de démontrer que les conséquences de ces phénomènes avérés ne sont pas dommageables. Or le tout semble relever du tabou. Puisque la politique et la science économique excluent ces problèmes du débat, le temps est venu pour l'opinion publique de s'en saisir.